

L'Abeille

de la Nouvelle-Orléans
Journal Hebdomadaire
Fondée le 1er Septembre 1827
Publié par le Times Publishing Co. au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La. Téléphone Main 4100.
Enregistré à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., comme matière des auxiliaires, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879.
En Louisiane et au Mississippi, par an \$2.50
Pour les Etats-Unis, un an \$3.00
Par mois \$0.25

Une République Bien Malade

Gustave Hervé dit: Nos bons alliés d'Angleterre croyaient que l'Allemagne était menacée de finir dans le bolchevisme; ils ont une excuse: dans leur ile, séparés de nous par la Manche, ils comprennent lentement les choses du Continent. Nos chers amis d'Amérique avaient la même idée: il est vrai que l'Atlantique est large et qu'on est excusable de ne pas voir très vite de cette distance ce qui se passe en Europe.

Quant à nos braves communistes, ils sont encore plus loin que les Anglais ou que les Américains, puisqu'ils sont dans la lune. Aussi notre Mère l'Oie "Humanité" est-elle bien excusable de raconter à ses lecteurs que les communistes allemands vont, un jour prochain, à l'exemple de leurs congénères russes, transformer leur pays en un Paradis soviétique.

Mais nos hommes d'Etat français, aussi bien Clemenceau que Briand, Poincaré que Millerand, et nos grands chefs militaires ne se sont jamais fait d'illusion là-dessus, surtout Briand et Millerand, qui, ayant connu les milieux socialistes, sont fixés depuis longtemps sur la vertu révolutionnaire des ouvriers allemands, qu'ils soient communistes ou collectivistes.

En réalité, l'Allemagne est menacée bel et bien, — on ne cesse en ce journal de le crier depuis quatre ans, — d'une restauration monarchique et militaire, et pas d'autre chose.

Voyons: il y a quatre grandes agglomérations ouvrières en Allemagne, quatre grosses agglomérations réputées socialistes et révolutionnaires. Ce sont: Berlin, la Ruhr, Hambourg et la Saxe.

La Ruhr, vous avez vu comment elle a tenu en 1920, lors du coup d'Etat de Kapp: deux ou trois régiments de Reichswehr sont entrés dans le pays et en quatre jours tous les communistes et tous les révolutionnaires étaient rentrés sous terre; si ces régiments de Reichswehr n'avaient pas été intimidés par notre entrée à Francfort, que le ministre Millerand avait décidée, on ne sait pas à quel carnage ils ne se seraient pas livrés.

Hambourg? Il ya eu récemment une émeute. En 24 heures, c'était fini: la police seule avait suffi à l'opération. "Excelsior" a publié une photographie représentant un troupeau de prisonniers marchant sous la conduite de quelques policiers: ils avaient tous les mains en l'air. C'est en cette posture qu'ils avançaient en épaisses colonnes. Ces prisonniers, c'étaient les émeutiers communistes de Hambourg.

En Saxe, vous avez vu l'entrée triomphale de la Reichswehr à Dresde: la ville de cette entrée triomphale, un de mes collaborateurs me demandait: si les communistes avaient esquissé un essai de résistance à main armée. "Les communistes allemands! Mais vous êtes fous! Ce sera déjà s'ils ne se mettent pas à entonner le "Deutschland über alles!" Reste Berlin et sa grosse agglomération ouvrière: si jamais les ouvriers berlinois demandent des armes pour défendre la République allemande, c'est qu'on les aura changés en nourrice.

En réalité, la dernière chance de salut pour cette pauvre pseudo-République allemande, que les Alliés victorieux ont imposée en novembre 1918 comme première condition de l'armistice, c'est la Reichswehr prussienne; parfaitement, la Reichswehr prussienne, l'armée prussienne!

On semble en avoir envoyé une ou deux divisions en Thuringe, en face des bandes armées qui se sont constituées en Bavière, et derrière lesquelles il doit bien y avoir les troupes régulières bavaroises. Au temps où j'étais professeur d'histoire, j'enseignais que la Thuringe est un couloir. Le couloir naturel par lequel une armée campée sur le Mein supérieur est obligée de passer pour marcher de la Bavière sur Berlin. C'est dans ce couloir que l'armée de Napoléon débouchait d'où venait déboucher les Bavarais, a rencontré l'armée prussienne à Lützen en 1806.

Si l'armée prussienne tient, la République est sauvée en Allemagne. Les soldats prussiens sont si disciplinés, si habitués à l'obéissance, si habitués à l'obéissance, qu'il n'est pas impossible qu'ils tiennent si Strsemann et Ebert ont mis à leur tête un général républicain — si toutefois cet oiseau rare existe en Allemagne — Prussiens protestants et Bavarais catholiques se détestent si cordialement que les fusils pourraient bien partir tout seuls. Mais si les troupes prussiennes, qui sont, au fond, aussi monarchistes que les troupes bavaroises, se recon-

voient sur le dos des socialistes, des "marxistes", comme on dit en Allemagne, alors, la République est frêle. Il n'y a plus qu'à attendre les événements.

L'ambassadeur anglais à Paris, avant-hier, a demandé à Poincaré s'il ne croyait pas qu'il conviendrait de rappeler à la Hollande qu'elle doit faire bonne garde sur le Kronprinz pour qu'il ne s'envole pas.

Vila quatre ans que nos alliés britanniques encouragent par toutes leurs attitudes les monarchistes allemands à relever la tête et à se moquer du traité de Versailles. Il est bien temps maintenant de faire surveiller le kronprinz!

La Mentalité Religieuse et la Natalité

De M. le docteur René Martial dans la Revue de France:

Lors de la dernière lecture que j'ai faite devant l'Académie de médecine, au sujet de l'influence des religions sur la natalité, un des membres de cette compagnie a fait remarquer que la restriction volontaire, dans un pays, était plutôt le fait de la femme que celui de l'homme. Cette observation apparaît d'autant plus digne d'attention qu'elle vient d'un accoucheur des plus justement réputés. Elle nous a incité à reprendre cet aspect de la question. Par contraste, car les femmes des populations arabe et juive que nous avons été à même d'observer, tiennent, au contraire, à honneur d'avoir des enfants, d'en avoir sans tarder et d'en avoir le plus possible.

On a dit que le développement de l'instruction et la civilisation excluaient ipso facto une forte natalité, et que cette dernière ne se maintenait à un taux élevé que chez les populations ignorantes. C'est là un erreur qui ne résiste pas à l'examen des faits et qui provient de l'abus l'on fait du mot civilisation. On ne saurait nier, croyons-nous, qu'un peuple n'est réellement civilisé que si son élévation morale, sa production artistique et littéraire suivent une courbe ascendante parallèle, dépassant même celle du progrès matériel et de la vulgarisation des connaissances scientifiques. Les deux courbes peuvent, d'ailleurs, être dissociées, et la civilisation morale demeurer à un très haut degré, alors que la civilisation matérielle et l'instruction sont fort en retard. On peut observer alors une natalité considérable, attribuée par beaucoup d'auteurs à l'ignorance, c'est-à-dire, selon eux, à l'absence de civilisation. Ce jugement est faux parce qu'incomplet.

Si la décroissance de la natalité est due à ce qu'on appelle communément la civilisation, le facteur effectif de cette dernière réside dans cette trop fameuse prévoyance qui a tué la foi en la vie, l'esprit d'initiative, la hardiesse de caractère, en un mot, le courage de vivre. Lorsqu'on veut tout prévoir: maladies, accidents, grosseur, vieillesse, invalidité, voire enterrement; lorsqu'on cherche systématiquement à éviter tous les aléas de la vie, il est naturel de supprimer ceux dont on est le plus maître, et la natalité est certainement de ceux-là. Lorsque la femme oublie que son principal devoir dans la vie, que sa principale fonction dans la société est de donner des enfants, que les religions ou tout au moins celles des religions que nous sommes habitués à connaître lui prescrivent impérativement de perpétuer la famille — et cela depuis la plus haute antiquité — il est fatal, alors, que la natalité aille sans cesse en diminuant. Aucune prime, quelle que soit son importance, aucun avantage matériel, ne décidera une femme qui ne croit plus à mettre au monde une lignée de dix à douze enfants, comme cela se voit encore dans certaines régions de France, ou dans certains pays comme le Canada.

Le problème est tout moral. La grande objection à cette thèse, c'est que les populations ignorantes, religieuses ou non, ont le plus grand nombre d'enfants. On oublie que, dans l'évolution de toute collectivité, l'instinct agit d'abord, au premier degré, mais que l'éveil à la vie morale et au devoir ne tarde pas à paraître et, à ce moment, frauder l'instinct de reproduction est équivalent à un péché. Il en est ainsi dans les religions catholique, protestante, musulmane, israélite.

L'exemple, souvent produit, des Polonais, religieux et ignorants, n'affirme pas celui des Canadiens, religieux et instruits. Qui donc a fait la prospérité du Canada: du Français prolifique ou de l'Anglais qui se restreint? Le Canada français a deux religions: la protestante et la catholique. La première a plus d'adeptes que la seconde. Mais tous deux ne connaissent que des familles nombreuses. Et c'est ainsi qu'elles ont "maintenu" la civilisation française envers et contre la domination anglaise.

Ou encore, en Hollande, pays à deux religions de force numérique à peu près égale, ne trouve-t-on pas dans les familles de chaque confession une moyenne de cinq à six enfants, si bien que le taux de la natalité en Hollande est de 29% contre 14% de ce qu'elle est en France? La Hollande n'est-elle pas un pays civilisé et, dans son ensemble, extrêmement instruit, comme

LE NOEL DES VETERANS



LE BEFFROI DE LOUGH-BOROUGH

Il y a deux beffrois qui, à quelques détails près, sont parfaitement semblables. Le premier s'élève en France, à Moulins (Allier), dont il est une des curiosités architecturales. Il y fut construit en 1455, peu après la fin de la guerre de Cent ans, et baptisé "Jaquemart", du nom des automates de son horloge. Le second qui paraît en être la réplique n'est autre qu'un "Memorial War" — monument commémoratif de la guerre — érigé par la petite ville anglaise de Loughborough (Leicestershire) en l'honneur de ses 477 enfants tombés sur le sol de France de 1914 à 1918. Modeste cité de 2,600 habitants, Loughborough est célèbre par ses fonderies de cloches et l'inspiration de l'architecte M. W. Topper fut heureuse qui unit dans un même édifice la vieille réputation d'artisanat de la ville à l'héroïsme de ses morts glorieux. Il a donc préféré aux banales allégories des statues la sévère architecture de cette tour monumentale qui domine de ses cent cinquante pieds les pelouses du Queen's Park. A son sommet chantant 47 cloches sorties des fonderies locales et données chacune par des survivants de la guerre et par des familles de disparus.

Construit en pierre dure de Portland et en brique rose, le beffroi a coûté 10,000 livres sterling, soit plus de 800,000 francs au taux actuel du change. A son inauguration récente par le maréchal Robertson, on entendit les airs nationaux anglais, français et belge, ainsi que la "Marche funèbre" de Chopin, joués sur le carillon du beffroi par le célèbre carillonneur chevronné Jof Denyn, de la cathédrale de Malines, et par M. Gustave Kees, directeur du Clotier de carillonneurs de cette même ville.

L'EX-PRINCESSE LOUISE DE SAXE

Berlin.—La Princesse Louise de Saxe qui aurait pu devenir reine et qui s'enfuyait de la Cour avec André Girou le tuteur belge de ses enfants qu'elle épousait en 1913, pour divorcer, de nouveau, en 1917 et épouser Enrico Toselli, Italien et professeur de musique. Séparée de son troisième mari, avec un fils né de ce mariage, on rapporte que la Princesse vit dans une petite chambre de Breslau, dans la misère la plus noire de donne des leçons de musique et de langues étrangères.

on le verra dans une statistique donnée plus loin? Et si l'on veut trouver une élite intellectuelle de haute, de très haute culture, à tous égards, il suffit de se tourner vers les pasteurs protestants français. Le nombre de leurs enfants est toujours si élevé que cela en est devenu proverbial. Et il s'agit là d'une élite intellectuelle, peut-être unique en notre pays.

CONTRE LES GRANDS FLEAUX SOCIAUX

Une réunion qui groupait d'éminents orateurs a eu lieu, hier, au Musée social, sous les auspices de l'Union des grandes associations françaises. Cette réunion, présidée par M. Georges Risler, avait pour but de mettre en lumière le rapport étroit qui unit la question de la natalité à celle de la lutte contre les grands fleaux sociaux.

Ne faut-il pas, en effet, pour qu'une nation s'accroisse en nombre, qu'elle possède un parfait équilibre matériel et moral? M. Risler, qui parlait au nom de la Ligue contre la tuberculose, exposa tout d'abord la question des habitations populaires à bon marché, qui joue un grand rôle en la matière. Il est une loi, la loi Ribot, qui permet aux travailleurs de devenir propriétaires. L'orateur, après en avoir montré les bienfaits — 100 millions seront avancés cette année par l'Etat pour que des ouvriers puissent faire bâtir leur propre maison — émit le vœu qu'une propagande plus grande encore soit faite à cette loi auprès de ceux qui sont appelés à bénéficier des crédits immobiliers et qui, souvent, l'ignorent. La conclusion est facile à tirer: plus nous aurons de foyers sains, plus nous aurons d'enfants et exempts de tare physique.

Et il en va de même pour toutes les autres grandes questions sociales. Supprimer, en même temps que la tuberculose, la syphilis, l'alcoolisme, et l'on verra la natalité augmenter dans de bonnes conditions. Ces nouveaux vœux, les œuvres de protection de l'enfance veilleront sur eux si le besoin s'en fait sentir, ils pourront grandir, devenir les éléments vivifiants dont la nation a besoin pour rester prospère.

NOTES D'UN PARISIEN

Il y aura bientôt un cheval qui sera, en Hongrie, plus populaire que Papyrus en Angleterre et que note Epinarid chez nous. On ne connaît pas encore son nom; on ne connaît pas davantage les noms de ses propriétaires; on ne connaît jamais les noms de tous ses propriétaires, tant il y en aura.

Ce cheval sera en actions, comme une mine de charbon, un puits de pétrole, un grand magasin, comme la petite femme du jour dont un théâtre parisien montre cette saison la bourse et la vie. Voilà un résultat de l'inflation monétaire et du change dévastateur! Le ministre hongrois de l'Agriculture n'a pu réunir les crédits nécessaires à l'achat d'un pur sang anglais. Il a dû fonder une société par actions pour l'amélioration de l'élevage national. Tous les sportsmen de Budapest se sont empressés de souscrire: les plus riches ont pris dix et vingt actions. Mais il y avait beaucoup d'actions. Des cochers de fiacre, des garçons de café qui ne pouvaient en prendre qu'un ont contribué au succès de l'émission.

Fandra-t-il augmenter, grandir à l'infini la tribune des propriétaires lorsque le cheval en commandite disparaîtra sa première course? On peut imaginer que le spectacle sera particulièrement animé. Tous les pariers seront tous propriétaires: ils joueront leurs actions, faute d'être numéraire. Et c'est ainsi, peut-être, que le champion collectif finira par appartenir à un seul bookmaker. — Janot.

En certains endroits de l'océan Atlantique le fond de la mer s'est élevé de deux milles et demi. Le profondier jadis près de l'île St. Hélène dans le sud de l'Atlantique fut de trois milles, on ne trouve plus que un demi-mille de profondeur.

Les vétérans au camp Nicholas, sur le bayou St. John ont été les hôtes la semaine dernière des jeunes filles de l'école normale. En haut nous avons M. Wm. Weanicket, avec Mlle. Ruth Devonshir et Mlle. Olga Youngs. En bas Mlle. Lillian Moody est en train d'épingler l'emblème de "Merry Christmas" sur le veston de M. M. T. Milliford. Le repas servi par les demoiselles était complet. Rien n'y manquait. Les vétérans ont reçus du tabac et des cadeaux.

BREVET D'INVENTION

Du "Petit Parisien": Un de nos amis, qui a des loisirs, s'est amusé à fouiller les archives du ministère du Commerce, où sont conservés les brevets d'invention, et il a rapporté de son exploration des trouvailles curieuses, qu'il se propose de consigner dans une brochure qui sera amusante.

On y verra comment un inventeur a imaginé la bicyclette à musique, qui joue en roulant des airs d'opéra; comment un autre, en 1894, a proposé de lancer à travers le Sahara d'énormes voitures, chargées de marchandises, bien armées, mues par tout un train de cycles géants; le même avait inventé des glissières vitrifiées aériennes, conduisant les gens et les marchandises, de Dunkerque à Marseille, au Havre, à Bordeaux, etc., avec une vitesse stupéfiante.

Dans le même temps, un hygiéniste proposait la création, à Buzenval au moyen d'une canalisation venant de la Manche, d'un lac salé de 600 mètres, qui aurait été la station balnéaire des Parisiens.

Précurseur de la guerre aérienne, un imaginaire invitait l'Etat à faire fabriquer des milliers de ballons d'un volume suffisant pour enlever un homme dans un filet et un chaplet d'explosifs, et, au jour de la revanche, de lancer cette armée dans les airs, en bataillons compacts, pour détruire, "d'un seul coup," toute une armée ennemie.

C'est par centaines, pour ne pas dire par milliers, que se pressent des projets aussi fantastiques dans les archives du ministère du Commerce, — ce qui prouve bien que les plus fous des hommes ne sont pas ceux que l'on enferme dans les maisons d'aliénés.

MONROE ET SA DOCTRINE

On sait que le 2 décembre prochain il y aura cent ans que James Monroe, cinquième président des Etats-Unis, annonça dans son message annuel au congrès sa fameuse doctrine où il est affirmé que "les continents américains, par la condition libre et indépendante qu'ils ont conquise et qu'ils maintiennent, ne doivent plus être considérés comme susceptibles de colonisation par aucune puissance européenne."

Cette doctrine qui, au fait, répondait à une nécessité politique du moment — menace de la Sainte-Alliance voulant aider le roi d'Espagne à reconquérir ses anciennes possessions de l'Amérique du Sud — ne devint la charte populaire et nationale des Etats-Unis qu'en 1895, à propos d'un conflit de frontière d'une importance très secondaire relatif à la Guyane anglaise et survenu entre les gouvernements britannique et vénézuélien. Bismarck traita jadis cette doctrine "d'impertinence internationale."

Monroe, qui était né en Virginie en 1759, et mourut à New-York en 1831, eut une vie très bien remplie, ayant occupé les plus hautes postes comme ceux de gouverneur de la Virginie et de secrétaire d'Etat des Affaires étrangères, avant d'être élu président de l'Union en novembre 1816, puis réélu en 1820.

Il avait été ministre des Etats-Unis à Paris en 1794. Il demeura en France jusqu'en 1796. Sept années plus tard il négociait avec la France l'achat de la Louisiane. Ce fut, dans toute l'acceptation du mot, un grand citoyen américain.

Les jeunes filles ne veulent rien autre chose qu'un mari et lorsqu'elles l'ont, elles veulent avoir toutes les autres choses.

Lettre Inédite du Kronprinz

"L'Europe Nouvelle" publie une curieuse lettre inédite du kronprinz à son ancien maître de l'université de Bonn, le professeur Torn. Dans cette lettre datée du 15 octobre dernier, le prétendant au trône impérial déclare qu'il se rallie à la République et accepte la constitution de Weimar — comme le prince Louis-Napoléon, à la veille du coup d'Etat de 1851, acceptait la Deuxième République.

Le kronprinz déclare que la question d'une république ou d'une monarchie ne doit, à son avis, jouer aucun rôle dans l'état de détresse où se trouve présentement l'Allemagne: il se présente, en particulier, comme l'ami des ouvriers et le protecteur du prolétariat allemand:

"Je me suis toujours placé à ce point de vue que le monarque est là pour le peuple et non le peuple pour le monarque. Après l'effroyable écroulement de 1918, dont les conséquences se font de plus en plus sentir, l'assemblée nationale élue par le peuple allemand s'est déclarée, à la majorité, en faveur de la République. La constitution de Weimar — malgré toutes les objections qu'on peut y faire — est donc un fait. Mon opinion personnelle, que la monarchie, pour toutes sortes de raisons, sert davantage les intérêts du peuple, n'entre pas en ligne de compte. Aujourd'hui, un régime ne peut assurer la prospérité d'un peuple que s'il s'appuie sur une constitution approuvée par la majorité de ce peuple. C'est pourquoi je considère comme un crime d'aggraver à cette heure en Allemagne les conflits de classes et même de prôner la lutte de classes. Le prolétariat allemand est beaucoup trop raisonnable pour ne pas reconnaître, dans sa majorité, que seul l'amour de la patrie fera notre salut. Le prolétariat allemand est une patrie du peuple allemand, comme nous aussi. Par conséquent, aucun régime ne peut durer qui ne rencontre pas la confiance de la majorité des travailleurs."

Le kronprinz se prononce expressément contre toute entreprise de coup d'Etat. Chaque parti doit chercher à triompher dans la légalité.

Les choses étant ainsi, je considère qu'une propagande comme celle qui se manifeste aujourd'hui en différents endroits, est non seulement vaine, mais nuisible. Naturellement, c'est le droit de tout parti de se chercher des adhérents, mais cela ne doit pas être accompli d'une manière qui menace la paix et l'ordre. Ce qu'on désigne communément sous le nom de "push" est un crime envers le peuple allemand qui n'est pas capable, à l'heure présente de supporter de nouvelles secousses. La paix, l'ordre, le travail et l'union sont les biens dont notre patrie a besoin plus encore aujourd'hui que jamais."

Le kronprinz se pose ensuite en pacifiste et fait entendre que son règne aurait été — ou serait encore — le règne de la paix:

— Dès la bataille de la Marne, en 1914, j'ai considéré qu'une victoire totale n'était désormais plus possible: c'est pourquoi j'ai soutenu toutes les possibilités de paix, autant que je le pouvais sans nuire à la volonté de défense de l'Allemagne, qui devait être opposée à la volonté de destruction des ennemis. Ce fut une faute de notre direction politique de n'avoir pas exploité plus habilement de telles possibilités de paix.

NOTES D'UN PARISIEN

Le mot "xenophobie" est vilain et la xenophobie est une vilaine chose. L'hostilité aveugle à l'égard des étrangers relève d'un patriotisme étroit et sot qui n'a, Dieu merci! pas cours dans notre pays.

Est-ce à dire, pour cela, que nous puissions tolérer que des individus fraîchement installés sur notre sol en usent parfois si cavalièrement avec nos lois? Ceux qui viennent de loin nous demander une hospitalité qui leur est accordée libéralement, contractant, vis-à-vis de nous, en échange des droits que nous leur concédons, des devoirs auxquels certains se déborent fâcheusement. La chronique des tribunaux nous le fait savoir presque quotidiennement.

A la plupart des histoires de cambriolage, d'écroquerie, de meurtre sont mêlés des noms propres à consonnance exotique. Il semble que les cinq parties du monde déversent leur trop plein d'Indésirables sur la France où l'on commence à estimer que la police assiste, d'un œil trop impassible à cet envahissement. Ne devrait-elle pas conjurer le péril qui nous menace en reconduisant inexorablement à la frontière les malandrin étrangers qui ont choisi notre pays comme théâtre de leurs exploits?

L'ACCORD STINNES

Dusseldorf.—Le fait le plus important de la journée et qui a conduit à la conclusion de l'accord avec les industriels rhéno-westphaliens a été l'abandon par les industriels de leur prétention, devant le refus formel des autorités d'occupation, de faire spécifier dans l'accord que le montant de toutes les saisies effectuées et de toutes les livraisons devaient être inscrit au compte des réparations sans qu'il en fut tout d'abord déduit les dépenses occasionnées aux Français et aux Belges par l'occupation. Cette décision n'a pu être prise par les industriels qu'au dernier moment.

Erreur et Gloire

Le général Cherfils écrit dans "La Gaulois":

Le rapprochement du 11 novembre 1918, et du 11 novembre 1923 est singulièrement expressif. La première évoque le souvenir, trop estompé, d'une gloire, d'une erreur aussi. La seconde marque le moment où, par un concours de circonstances providentielles, l'erreur du 11 novembre 1918 est redressée. Certes nous avons fait pendant la guerre, bien des fautes, politiques ou militaires. Elles ont été à peu près corrigées. La plus grave de toutes est celle de cet armistice prématuré, inventé contre nous et pour sauver l'Allemagne, parce que la calamité de cette victoire tronquée était irréparable. Au lieu de clore la guerre et d'assurer la paix, l'armistice fut générateur des possibilités pour le Boche d'une guerre de revanche prochaine; sa calamité paraissait définitive.

Cet armistice a été imposé à la générosité du maréchal Foch. On a avancé de mauvaises raisons pour justifier l'armistice. On a dit qu'il était inhumain de scrier des milliers de vies alors que le résultat était atteint. Le signe ostensible de la victoire est la poursuite du vaincu par le vainqueur, devant qui le vaincu n'a pas mis bas les armes. Il a levé les mains, en signe de détresse, pour s'épargner la catastrophe d'une poursuite humiliante. Il a gardé ses armes et il est rentré chez lui avec des fleurs au bout de ses fusils; en chantant des airs de victoire, avec l'allure d'une marche triomphale. Ce qui était inhumain, c'était de ne pas achever l'ouvrage commencé, de permettre qu'un armistice prématuré brisât les ailes d'une victoire magnifique; c'était, en ne finissant pas la guerre, de favoriser à brève échéance le retour d'une guerre nouvelle, capable de faire des millions de victimes.

Les principes ne vengent toujours, lorsqu'ils sont violés. Or, celui par quoi il n'y a pas de réalité de victoires, sans la poursuite du vaincu et sa capitulation, a été violé le 11 novembre 1918. Le peuple boche, qui, pendant quatre années, n'avait célébré que des victoires et qui passait, sous les fleurs, les ponts du Rhin, avait quelque raison de ne pas croire à sa défaite et d'en refuser la rançon. Il s'aperçut seulement qu'il a été battu, maintenant qu'il voit, chez lui, tenir enfin les gages que nous aurions dû prendre le 11 novembre 1918. M. Poincaré défend chaque dimanche, avec une éloquence inlassable, la justice de notre cause. Ne craignons pas de rendre l'erreur de l'armistice, afin que la lumière de cette vérité éclaire l'avenir et laisse devant nos yeux la sagesse d'une leçon de choses cruellement payée. Puisse le chef du gouvernement passer des paroles, qui ne sont qu'un bruit, aux actes d'une politique qui sait ce qu'elle veut et qui le fait!

NOTES D'UN PARISIEN

Le mot "xenophobie" est vilain et la xenophobie est une vilaine chose. L'hostilité aveugle à l'égard des étrangers relève d'un patriotisme étroit et sot qui n'a, Dieu merci! pas cours dans notre pays.

Est-ce à dire, pour cela, que nous puissions tolérer que des individus fraîchement installés sur notre sol en usent parfois si cavalièrement avec nos lois? Ceux qui viennent de loin nous demander une hospitalité qui leur est accordée libéralement, contractant, vis-à-vis de nous, en échange des droits que nous leur concédons, des devoirs auxquels certains se déborent fâcheusement. La chronique des tribunaux nous le fait savoir presque quotidiennement.

A la plupart des histoires de cambriolage, d'écroquerie, de meurtre sont mêlés des noms propres à consonnance exotique. Il semble que les cinq parties du monde déversent leur trop plein d'Indésirables sur la France où l'on commence à estimer que la police assiste, d'un œil trop impassible à cet envahissement. Ne devrait-elle pas conjurer le péril qui nous menace en reconduisant inexorablement à la frontière les malandrin étrangers qui ont choisi notre pays comme théâtre de leurs exploits?

L'ACCORD STINNES

Dusseldorf.—Le fait le plus important de la journée et qui a conduit à la conclusion de l'accord avec les industriels rhéno-westphaliens a été l'abandon par les industriels de leur prétention, devant le refus formel des autorités d'occupation, de faire spécifier dans l'accord que le montant de toutes les saisies effectuées et de toutes les livraisons devaient être inscrit au compte des réparations sans qu'il en fut tout d'abord déduit les dépenses occasionnées aux Français et aux Belges par l'occupation. Cette décision n'a pu être prise par les industriels qu'au dernier moment.

Elle constitue l'abandon de la politique qui leur avait été dictée par M. Strsemann et qui menaçait de les conduire à la ruine et retardait la reprise du travail dans la Ruhr, acculant au désespoir des centaines de milliers d'ouvriers qui n'aspirent qu'à reprendre le travail.

Aucun homme ne peut marcher avec sa femme sous le même parapluie.